

## Un étrange apôtre. Réflexions sur la question Badiou.

Philippe Zard

Pénitents ou impénitents, nos ex-maoïstes sont décidément inspirés par la question juive. En 2004, Benny Lévy nous quittait sur un testament désespérant, d'où il ressortait que les Juifs devaient dire adieu à l'Europe, l'empire du vide, pour se vouer à la seule étude talmudique ; Jean-Claude Milner, lui, nous gratifiait d'un chef-d'œuvre de paranoïa spéculative d'où il ressortait que les Juifs devaient dire adieu à l'Europe, parce que l'anéantissement du « nom juif » figurait dans le code génétique de la démocratie moderne. En 2005, Alain Badiou ferme le ban par une réflexion sur la question juive, d'où l'on peut conclure que l'Europe ferait bien d'oublier les Juifs, ou tout au moins de ne pas céder à l'intimidation philosophique et politique du « mot juif »<sup>1</sup>.

Est-ce seulement un livre ? L'opuscule est composé, pour un quart, d'un article de Cécile Winter, version abrégée d'un essai réputé impubliable (même à la Vieille Taupe ?), et pour moitié d'extraits de livres déjà publiés ailleurs (*L'Éthique*, le *Saint-Paul*, un roman). Reste une introduction inédite, un vieil article de journal, un entretien de presse, un compte rendu de film, une conférence. Il faut assurément qu'un sentiment d'urgence ait conduit l'auteur à publier pareil patchwork sur une « question » qu'il prétend ne pas aimer aborder (p. 23).

À l'origine de ce projet, le sentiment (navré) que le mot « juif » joue désormais le rôle d'un « signifiant exceptionnel », d'un « signifiant destinal, voire sacré » (p. 9), qui l'installe, ainsi que « la communauté qui s'en réclame » (p. 10), dans « une position paradigmatique quant au champ des valeurs » (p. 10). S'il y a une cohérence à chercher dans ce recueil, c'est dans la récusation cette prééminence, jugée tout à la fois philosophiquement illégitime et politiquement nocive. En quelques mots, il s'agit de : 1/ déconstruire le prédicat en tant que tel ; 2/ déconstruire la valorisation morale ou métaphysique du mot « juif » ; 3/ dénoncer l'intimidation politique qui procède de cette usurpation intellectuelle. L'essentiel du propos de Badiou peut donc se résumer en des termes simples et redoutablement familiers : le judéocentrisme mène au pire<sup>2</sup>.

Thèse n°1. Le fait que les nazis aient désigné comme juives leurs victimes n'autorise en rien à entériner *a posteriori* l'institution politique de ce prédicat. La thèse est simple, mais le raisonnement frelaté : de ce que le nazisme a fait du prédicat « juif » le mot d'ordre d'un projet génocidaire, Badiou en déduit qu'il est l'*inventeur* dudit prédicat<sup>3</sup>. Certes, concède-t-il, « il y a des juifs » (p. 23)<sup>4</sup>, des gens qui, « généralement pour des raisons religieuses, soutiennent que ce prédicat est l'enregistrement d'une Alliance communautaire avec la

---

<sup>1</sup> Alain Badiou, *Circonstance*, 3. *Portées du mot « juif »*, suivi de Cécile Winter, *Signifiant-maître des nouveaux aryens*, Lignes, 2005. On renverra avec profit aux comptes rendus très pertinents qui ont été faits du livre par Eric Marty, « Alain Badiou : l'avenir d'une négation », *Les Temps modernes*, n°635-636, janvier 2006, et Meïr Waintrater : « Alain Badiou et les Juifs : une violence insoutenable », *L'Arche*, n° 574, janvier 2006. Pour situer la pensée d'Alain Badiou dans son contexte intellectuel et politique général, on renverra aux analyses fort éclairantes de Philippe Raynaud dans *L'Extrême gauche plurielle. Entre démocratie radicale et révolution*, Autrement, 2006, notamment p. 85-108 et p. 149-170.

<sup>2</sup> Hasard du calendrier : la publication, en 2006, d'un livre de Jean Robin sur les méfaits de *La Judéomanie* (éd. Tatamis), encensé par un site républicain (« L'observatoire du communautarisme »).

<sup>3</sup> C'est à juste titre qu'Eric Marty repère dans le propos une confusion grave entre le « nom » et le « prédicat », comme s'il était équivalent de se définir comme juif ou d'injurier un « youpin » (art. cité, p. 38).

<sup>4</sup> Précision d'orthographe. Nous respecterons ici l'usage qui est de distinguer les « Juifs » (avec majuscule) comme collectivité ou peuple, des « juifs » (avec minuscule) comme communauté religieuse. Il est en revanche logique qu'Alain Badiou, qui dénie aux Juifs la qualité de peuple, leur refuse systématiquement la majuscule, comme on le constatera à la lecture des citations.

transcendance archétypale de l'Autre » (p. 12). Mais rien n'autorise à avaliser cette « fable religieuse » (p. 13). Ce discours trouve un prolongement caricatural dans l'essai annexe de Cécile Winter – laquelle, de l'aveu même de son ami Badiou, « entretient avec la question du “nom juif” un démêlé intime d'une rare violence » (p. 18), ce qui confère à l'exposé un intéressant arrière-plan névrotique<sup>5</sup>. À Claude Lanzmann qui affirme que « les juifs d'Europe ont été exterminés en tant que juifs », Cécile Winter ne craint pas de répliquer : « Saurait-on mieux exprimer le point de vue nazi ? », ajoutant : « c'était leur Idée même, le Juif, et puis ce fut leur œuvre, d'abord de donner corps à cette idée [...] et, ensuite, une fois les juifs bien définis, les repérer et les marquer, les rassembler et enfin les détruire » (p. 103). Bref, « c'est Hitler qui a fait du nom “juif” une Idée, sa grande Idée, et donc une totalité signifiante. C'est lui qui a fait le travail de touiller pour cela une bouillie mythico-communautaro- raciale. Et maintenant, à ce qu'il paraît, tout un chacun se doit de l'accepter, même de la vénérer, de la trouver grandiose, intouchable et indiscutable » (p. 104) ! Le seul antinazisme conséquent serait donc, tout à l'inverse, de refuser ce nouveau « signifiant maître » hérité du nazisme et désormais instrumentalisé par les nouveaux maîtres du monde, les « nouveaux aryens » (p. 124) – pour ceux qui ne l'auraient pas encore compris : les Américains, les Occidentaux, les Israéliens, tirant tous les « bénéfiques » coloniaux et pécuniaires (évidemment !) de ce génocide providentiel qui servait si merveilleusement les sombres desseins sionistes (p. 112-114).

Cécile Winter n'est pas une vulgaire négationniste : ce qu'elle conteste n'est pas le crime mais sa qualification. On serait cependant en droit de se demander si le mot même de génocide se justifie encore – puisque le mot désigne, jusqu'à plus ample informé, l'assassinat d'un groupe humain, d'un peuple, d'un *genos*. Le fondement de ce néo-négationnisme est un *nominalisme* : pour Badiou-Winter, le mot *juif* ne recouvre aucune substance propre. Le philosophe et son épigone semblent ignorer que la notion de « peuple juif » n'a pas attendu le parrainage meurtrier d'Hitler. Qu'il y ait au fondement de cette auto-définition un « grand récit » où se mêlent histoire et légende ; que la sécularisation dans un premier temps ait introduit de la « complication » dans l'identité juive, puis que le sionisme dans un second temps lui ait donné une portée nouvelle, en consonance avec la construction contemporaine des mythes nationaux européens, qui le nierait ? Mais après ? À moins d'imaginer que les Juifs soient les seuls à adosser leur conscience collective à des mythes fondateurs, croire que l'on peut, à la place des principaux intéressés, définir ce qu'ils sont ou ne sont pas<sup>6</sup> relève d'un très étrange mépris des faits, pour ne pas dire d'un paternalisme colonial, – ce qui est bien le comble pour des penseurs anti-impérialistes...

Reconnaissons toutefois à Badiou le mérite de la cohérence : le philosophe, étranger aux logiques historiques, est fasciné par le modèle mathématique de la vérité<sup>7</sup> ; sa négation des peuples est de l'ordre de l'axiomatique. Il y a chez lui un mépris souverain de tout ce qui constitue la sédimentation des cultures, des nations, des mœurs : tout est indifférent au regard de la puissance théurgique du concept. Cette cécité à l'Histoire a du reste des racines plus larges, étroitement jacobines : celles d'un conventionnalisme exaspéré. La définition d'une république « une et indivisible » repose en effet sur le rapport direct entre des individus

---

<sup>5</sup> Il ne nous appartient pas de décider si Cécile Winter exprime avec vulgarité ce qu'Alain Badiou ne peut décentement assumer en son nom propre. Le texte de Cécile Winter frise souvent l'abjection : sa violence et sa médiocrité sont telles que ce serait lui faire trop d'honneur que de le discuter en détail. Discute-t-on d'énoncés de ce genre : « il est prétendu que les Israéliens, propriétaires du signifiant transcendantal, doivent pouvoir exercer leur “droit” à être des parachutistes racistes et tortionnaires, sans qu'il y ait droit à la critique. » (p. 116) ? ou encore : « Qui détient le titre de Victime par excellence est non seulement une fois pour toute exempté de tout compte, mais il lui revient en outre de parler pour « l'Humanité » [...]. D'où le droit d'ingérence humanitaire ! » (p. 116) ?

<sup>6</sup> « Badiou ne fait jamais allusion à l'événementialité juive du nom “juif” » (Marty, *art. cit.*, p. 42)

<sup>7</sup> Philippe Raynaud, *op. cit.*, p. 152-153

(abstraction faite de leur origine) et l'État. Mais de ce que l'universel républicain refuse de reconnaître *de jure* des nations dans la nation (ce dont on doit se féliciter), il ne s'ensuit pas l'inexistence *de facto* de toute conscience ou identité collectives ; si, pour notre République « paulinienne », il n'y a ni Juif ni Grec, en déduira-t-on qu'il n'y en a pas *dans le réel* ? viendrait-il à l'idée de quiconque de confondre une règle du jeu juridique avec un jugement d'existence ?

*Thèse n°2.* L'interprétation métaphysique de la Shoah (et jusqu'au mot) a produit deux effets pervers : un retour inopiné du thème électif, qui brise l'unité humaine, au lieu que l'antisémitisme, comme les autres formes de racisme, ne devrait appeler que des réactions « égalitaires et universalistes » (p. 10) ; et une indulgence coupable pour le sionisme et les « exactions israéliennes » (p. 14), alors que rien n'autorise le passage de la condamnation du nazisme à la légitimation d'un « État colonial » (p. 10). L'interprétation du nazisme comme mal absolu aurait conféré en retour un prestige métaphysique au judaïsme aussi illégitime philosophiquement (car le judaïsme n'a de valeur que pour autant qu'on s'en détache) que politiquement irresponsable.

Pour commencer, donc, explique Badiou, il convient d'abandonner la notion de « mal radical » à la religion (33), car ce thème introduit dans la pensée un cercle vicieux : « il faut bien que ce qui donne la mesure ne soit pas mesurable, et que cependant il soit constamment mesuré. [...] Ce crime, en tant qu'exemple négatif suprême, est inimitable, mais aussi bien n'importe quel crime en est une imitation » (p. 32). D'où ce va-et-vient incessant entre l'assertion de la singularité incomparable de l'extermination nazie et le recours permanent à la comparaison quand il s'agit de justifier des politiques (en assimilant Nasser ou Saddam Hussein à Hitler, pour citer les deux exemples de Badiou, p. 32). Le philosophe voit dans le nazisme le projet de déterminer une « communauté historique » – un être ensemble – dotée d'une « subjectivité conquérante » qui, en nommant la « substance » allemande, délimite un « dehors » à évacuer (les « juifs », notamment) pour la faire pleinement advenir. On lui accordera que les triomphes du nazisme procèdent de ce qu'il se présentait, non comme le Mal, mais plutôt comme un simulacre de bien<sup>8</sup>. Que le nazisme soit devenu la métaphore générale du Mal en politique le prive de sa singularité historique au profit d'une simplification hollywoodienne dans laquelle la pensée, il est vrai, n'a rien à gagner. Mais Badiou serait autrement convaincant s'il ne versait lui-même à tout propos dans les travers qu'il prétend condamner, – cette *reductio ad hitlerum* qui fait retomber le traité philosophique au niveau du tract, où se trouvent convoqués tour à tour l'État d'Israël et la politique d'immigration (qui « fait communiquer notre temps avec les formes restreintes de la politique nazie [...] », « la création de noms qui marquent et désignent à la délation, à l'arrestation, à l'enfermement, comme le nom d'«immigré», ou le nom de «clandestin» »..., p. 72).

Corrélativement à cette absolutisation du mal s'est construite, selon Badiou, une idéalisation induite du signifiant juif. Qu'en est-il au juste ? Dans son compte rendu du livre pour *Les Temps modernes*, Eric Marty a rappelé de manière circonstanciée ce que cette nouvelle théologie du judaïsme devait à un certain christianisme<sup>9</sup>. Il faut cependant préciser qu'elle s'est jouée aussi sur d'autres plans. De ce que Hitler avait fait des Juifs ses ennemis d'élection, des intellectuels et écrivains, juifs ou non, ont été conduits en retour à voir dans le judaïsme l'antithèse de la pensée nazie, ou dans l'existence juive l'antithèse de l'idéal nazi.

---

<sup>8</sup> Même l'antisémitisme le plus dépravé a été présentable dès lors qu'il a pris le masque d'une entreprise de salut public, qu'il s'est donné comme un acte de légitime défense contre une conspiration maligne. Pierre Manent a pu dire, avec raison, que l'antisémitisme a donné à la doctrine hitlérienne comme un ersatz d'universalisme, dès lors que le nazisme – pourtant par définition ethnocentré – pouvait se faire passer pour une entreprise de libération humaine (délivrer l'humanité de la « lèpre juive ») (v. *Cours familial de philosophie politique*, Fayard, 2001, p. 279).

<sup>9</sup> Eric Marty, *art. cité*, p. 31.

Rauschning, Thomas Mann, Albert Cohen, Wiesel, Freud, Levinas (une des cibles de Badiou dans *L'Éthique*). La liste est longue est-ce elle qui autorise Badiou (qui ne mentionne allusivement qu'un « fort courant intellectuel, marqué par des publications à succès et d'importants effets médiatiques » et qui soutiendrait « une sorte de « transcendance communautaire » ! [p. 10]) à parler du « juif » comme d'un signifiant majeur ? On ne trouve pourtant chez ces auteurs la revendication d'une quelconque « sacralisation » du signifiant juif – et encore moins la revendication monstrueuse d'une quelconque impunité au nom des souffrances subies, ce qui correspond, on s'en souvient, à la thèse n°3 de l'opuscule, sur laquelle il convient désormais de revenir.

Le réinvestissement philosophique du mot « juif » se traduit notamment par sa grande fortune politique : sur le marché des prédicats, celui de *juif* est assurément l'un des plus convoités du moment, au nom de principes toutefois que l'auteur peut d'autant moins combattre qu'il apporte sa contribution à l'inflation. L'idéologie victimaire (que Badiou prétend pourtant combattre) a érigé le couple juif/nazi et victime/bourreau en paradigme politique général. Une course semble désormais engagée par toutes les minorités souffrantes pour apparaître plus juives que les Juifs... Si bien qu'il semble parfois que les seuls à ne plus être pleinement autorisés à se désigner comme tels soient les Juifs eux-mêmes. L'opuscule de Badiou est la triste illustration de ce qui est à la fois une saturation et un évidement sémantique : Israël est « le pays du monde où il y a le moins de juifs (p. 21) », et même « un pays antisémite » (p. 25) ; les vrais nouveaux juifs sont les Palestiniens (p. 27) ; et les « juifs » historiques sont passés, dit avec délicatesse Cécile Winter, dans le camp des « nouveaux aryens » occupés à opprimer les nouveaux damnés de la terre<sup>10</sup>.

Si l'extermination a pu provoquer un surinvestissement métaphysique du mot « juif » propre à le transformer en gigantesque allégorie de l'humanité désarmée, les conséquences en sont, dans notre présent politique, souvent aux antipodes de ce que décrit le philosophe. La modernité n'a érigé le Juif en paradigme majeur qu'au prix de son opposition à toutes les figures de la nation et de l'enracinement. Lorsque Derrida commente Edmond Jabès, c'est pour dire qu'un Juif, par essence, ne saurait s'attacher qu'à la terre qui n'existe pas (*L'Écriture et la différence*) ; lorsque Deleuze commente Kafka, c'est pour en faire le héraut de la « déterritorialisation » (*Kafka. Pour une littérature mineure*). Cette survalorisation du signifiant « juif », non seulement ne détermine aucune indulgence envers Israël, mais conduit à exiger de lui ce que l'on n'exige d'aucun autre État. Pour être acceptable, « l'État sioniste [...] doit devenir le moins racial, le moins religieux, le moins nationaliste des États. Le plus universel de tous » (p. 89-90). Le mot « juif » est ici une arme retournée contre Israël, accusé d'avoir trahi, au nom de la raison d'État ou d'un égoïsme ethnique, le devoir d'altruisme illimité qui lui incombe par vocation. Dès lors, Israël ne saurait être qu'une trahison du « nom juif » ; ce n'est même pas un État comme les autres, mais un État *pire* que les autres parce que la « barbarie d'Israël » (p. 27) s'adosse à un « nom sacré » (p. 24) qui, comme tous les noms sacrés (?), requiert « des esclaves, et ces esclaves sont les Palestiniens et les Arabes » (p. 26). Esclavagiste et colonialiste, Israël n'a plus qu'à aller jusqu'au bout de l'ironie tragique de son destin, autrement dit jusqu'au « génocide des Palestiniens. Déjà la volonté de les disperser à tout prix, [...] de les anéantir en toute occasion, de tirer sur leurs enfants, est affichée, menée avec esprit de système », écrit Badiou en 1982 (p. 26). Le contexte de la guerre du Liban pourrait incliner à une certaine mansuétude, si l'auteur prenait la peine de faire amende honorable, au moins sur le plan des faits (quel génocide ?) ; il n'en est évidemment rien.

---

<sup>10</sup> Eric Marty souligne cette contradiction dans le propos de Badiou. En faisant du juif le « nom de notre réel » (23), il dit tout à la fois que le nom « juif » a « un référent préexistant au nazisme » (*art. cit.*, p. 45) et le prive de toute signification propre (puisqu'il est nom insubstantiel qui se confond avec « le vide » où l'universel est censé s'engouffrer), engageant le mot « juif » dans une prolifération synonymique inépuisable (*art. cit.*, p. 46).

Ce serait d'ailleurs commettre un grave contresens que d'imputer cette indignation à la compassion pour les Palestiniens. Le penseur qui a maintes fois proclamé sa « fidélité » aux idéologies massacrees de ce siècle<sup>11</sup> – qui a défendu les Khmers rouges et qui, chemin faisant, cite quatre fois Mao en bonne part – ne saurait être suspect d'un excès de sensiblerie ; il ne s'inscrit ni dans la logique humanitaire (qu'il méprise), ni dans la glorification du signifiant arabe ou musulman (à la différence d'autres intellectuels de la gauche radicale). Son propos relève du théologico-politique. Plus exactement, la pensée de Badiou relève d'une triple détermination : l'idéalisme platonicien – par quoi le monde est appelé à se plier à une vérité idéelle ; une eschatologie chrétienne – une politique de l'Amour – et un vertige révolutionnaire – qui nourrit sa fascination pour l'expérience de la table rase et son indulgence pour la Terreur.

Est définie comme nazie ou proto-hitlérienne l'introduction de tout prédicat particularisant en politique : distinction entre le national et l'étranger, prise en compte des différences de langue, de culture, de religion... « Un État et un pays vraiment contemporains sont toujours cosmopolites, *parfaitement indistincts dans leur configuration identitaire*. Ils assument la *totale contingence* de leur constitution historique, et qu'elle (*sic*) n'est valide qu'à accepter de ne tomber sous aucun prédicat racialisé, religieux, ou plus généralement "culturel" » (p. 15, souligné par nous) Soucieux de donner l'exemple aux Israéliens, il évoque son projet de fusion entre l'Allemagne et la France (p. 94)... Les seules nations démocratiques sont donc celles qui accueillent tout le monde. « Celui qui est ici est d'ici » est la devise dont se réclame notre philosophe sans frontière – programme qu'on jugera sublime ou niais, selon qu'il se situe dans l'horizon éthique de l'hospitalité ou dans le champ politique des contingences, des contextes, des différences – ces différences que ce contempteur d'Aristote et de toute compromis avec le monde comme il va<sup>12</sup>, attribue à « l'animal humain » c'est-à-dire au monde des besoins et des intérêts, au lieu que « l'immortalité » ne se conquiert que sur fond d'universalité inconditionnelle.

A cette aune, un État juif est aussi anachronique et criminel que « l'État français » proclamé sous Vichy<sup>13</sup> : sa seule issue est donc de disparaître, selon des modalités qu'on se gardera de fixer trop précisément, pour rejoindre le camp des démocraties – ces mêmes démocraties que toute l'œuvre de Badiou voue par ailleurs aux gémonies, mais qui retrouvent un singulier éclat lorsqu'il s'agit de les opposer au repoussoir sioniste. On comprendrait à la rigueur que son allergie à la particularité juive tienne à sa volonté sourcilleuse de « normaliser » l'exception juive – projet qui, du reste, est au cœur du sionisme laïc. En réalité, Israël est soumis (comme souvent) à un double régime de condamnation : celui qui entend l'aligner sur le régime commun des États et celui qui lui assigne, en tant qu'État juif, une responsabilité et un crime spécifiques. Une lecture tant soit peu attentive montre en effet que *le philosophe ne fait que substituer un prédicat à un autre*<sup>14</sup>, remplacer un mythe par un autre : celui du Juif qui se sacrifie pour faire advenir l'universel. En disparaissant comme entité

---

<sup>11</sup> Philippe Raynaud, *op. cit.*, p. 150

<sup>12</sup> Philippe Raynaud, *op. cit.* p. 164-166.

<sup>13</sup> Remarque non seulement obscène, mais inepte : ce n'est pas le mot « français » qui est inquiétant dans « l'État français » de Vichy, car, à ce qu'on sache, la République s'est toujours proclamée « française » sur le fronton de nos écoles et de nos mairies sans qu'il faille y voir une exhortation raciste ; le mal venait précisément de ce que Vichy ne s'appelait « État » que pour récuser le nom de « République » ! Inutile de rappeler par ailleurs que l'« État juif » signifie, dans l'esprit des démocrates israéliens, non un État où il n'y aurait que des Juifs, mais un « État des Juifs », qui s'engage à reconnaître le droit de ses minorités non juives – même si cette reconnaissance, en particulier dans un contexte de guerre nationale, demeure dans la pratique très imparfaite. Il ne saurait être question, cela va de soi, ni de discréditer toute critique de la politique israélienne, ni de nier les crimes ou les iniquités dont Israël, comme tout État en général, et tout État en guerre en particulier, peut se rendre coupable.

<sup>14</sup> Comme l'a très bien vu Eric Marty, *art. cité*, p. 45.

sioniste, Israël accomplira alors ce qui constitue en son fond le meilleur de la vocation juive : rompre avec tout particularisme pour se fondre dans une Nouvelle Alliance.

Le drame palestinien n'apparaît que comme la résultante de deux causalités croisées : celle, politique, du colonialisme européen et celle, religieuse, de l'exclusivisme juif. De la situation géopolitique d'Israël, des paramètres arabes et musulmans du conflit, le philosophe ne dit mot, non qu'il verse dans l'idéalisation de la cause palestinienne, mais les cadres théologico-politiques qui sont les siens ne le conduisent à envisager le conflit qu'à travers une eschatologie chrétienne sécularisée, un paulinisme devenu fou. Entre l'Amour illimité et la barbarie nationaliste, il n'y a pas d'espace pour le politique. Au journaliste qui lui demande sa solution au problème du Moyen-Orient, Badiou répond : « l'existence d'une Palestine (ou tout autre nom choisi en commun) démocratique, laïque, ou les noms "juif" ou "arabe" seraient des noms du multiple dans le même lieu, des noms de la paix, aurait une telle puissance pour la pensée, et une telle puissance politique, que tout le Moyen-Orient en serait bouleversé. » (p. 91). À l'heure où l'on se gausse, avec raison, des naïvetés néo-conservatrices sur le « nouveau Moyen-Orient », se privera-t-on de considérer le programme du philosophe pour ce qu'il est : une vue de l'esprit, dont l'emphase cache mal la mièvrerie ? « Ce sera une création, une réalité paradoxale entièrement nouvelle [...] qui aura puissance universelle, qui étonnera le monde entier : un site à la fois complètement israélien et complètement palestinien. Au même endroit, dans les mêmes lieux. » (p. 94) Que deviendrait une minorité juive dans un État « judéo-arabe » ? Même Edward Saïd avait l'honnêteté de reconnaître qu'il n'en savait rien ; pour les Israéliens, la réponse n'est que trop claire : ce sera l'Exode ou la Dhimmitude ; mais notre philosophe, lui, déborde d'optimisme : une minorité juive pourra non seulement survivre, mais devenir « une référence pour tous » (p. 97). D'ailleurs, pourquoi craindre quoi que ce soit ? « Il n'y a strictement aucune relation entre les nazis et les Palestiniens. [...] Si l'on veut résoudre le problème, il faudra arriver – et je sais que c'est quelque chose de difficile – à oublier l'holocauste. » (p. 98) On pourrait ajouter, afin d'être pleinement rassuré, que Badiou serait sans doute le premier à signer des pétitions pour protester contre toute persécution, massacre ou déportation, dont les Juifs seraient victimes dans la Grande Palestine qu'il appelle de ses vœux<sup>15</sup>.

Somme toute, le projet de Badiou frappe par son extrême simplicité, à défaut de toucher par sa modestie : sauver le « nom des juifs » contre le danger que lui fait courir le sionisme, et faire du sacrifice (de la conversion ?) d'Israël un exemple salvateur pour le monde (la Palestine n'est-elle pas « un symbole pour l'humanité entière » ?). L'État le plus pécheur sera ainsi, à sa manière, l'État d'où viendra la Rédemption... Le texte le plus édifiant à cet égard demeure le compte rendu de *Local Angel*, le film d'Udi Aloni – un militant « pro-palestinien » et « révolutionnaire » (p. 81), dont le film se tourne vers « la possibilité d'une nouvelle bénédiction, donnée à tous sur la même terre par un même dieu » (p. 78). Alliance incantatoire d'une rhétorique christianisante et d'une phraséologie révolutionnaire qui finit par ridiculiser une cause désirable entre toutes (la réconciliation des ennemis). Quel est le sens du film ? C'est l'idée « d'un nouveau lieu » pour « tous les gens vivant sur la terre ». Placé sous le double parrainage de la « révolte » et d'un « dieu de faiblesse, de pitié et de compassion, quelque chose comme un dieu chrétien » (p. 84), ce « nouveau lieu » fait l'objet d'une invocation litannique, qui tourne au psittacisme : pas moins de dix occurrences en cinq pages. Ce n'est pas de la poésie, ce n'est plus de la philosophie : c'est de la pensée magique. Ce nouveau lieu, on s'en doute, s'assortit d'une espérance : celle d'un « nouveau juif » que « nous avons à créer » (*sic*) (p. 85).

---

<sup>15</sup> L'inénarrable auteur du *Monde de Sophie*, Jostein Gaarder, vient de lui montrer le chemin, dans un texte halluciné où, après avoir accusé Israël de chercher la « solution finale » au problème palestinien, il prévoit la fin de cet État abominable, victime de ses crimes sans nombre, tout en prêchant la miséricorde pour les millions de réfugiés israéliens à venir... (*Aftenposten*, Norvège, août 2006).

Quoi qu'on ait pu en dire, la qualification d'antisémitisme ne convient nullement pour qualifier cet étrange balancement entre mépris extrême et idéalisation retorse. Le judaïsme apparaît dans ce schéma tantôt sous la forme d'un chauvinisme atavique (incarné successivement par la Synagogue, la Bourgeoisie, ou Israël<sup>16</sup>), tantôt sous la forme d'une oblation à l'universel abstrait (le prophète ou le militant internationaliste). De même que Cécile Winter se dit toute dévouée à la cause des « noms imprononçables » (imprononçables pour qui d'ailleurs ?) pour mieux vilipender les « nouveaux aryens », misant sur les juifs d'hier pour mieux stigmatiser ceux d'aujourd'hui, Badiou brosse le portrait en gloire du militant révolutionnaire en miroir inversé de l'Israélien. L'antisioniste est un philosémite qui a un juif de retard.

Que la tension entre l'universel et le particulier traverse le monde juif et le destin d'Israël (en tous les sens de ce nom), comme elle traverse toute culture ; que le judaïsme ait contribué, plus que d'autres, à dramatiser et exacerber cette tension – puisqu'il repose tout à la fois sur un socle singularisant (l'élection) et une téléologie universaliste (Dieu unique, humanité une, espérance messianique) –, nul ne saurait sérieusement le contester. Il n'en reste pas moins que le combat pour l'universel ne peut se livrer – à moins de ne déboucher que sur le « vide », ce concept-clé de la métaphysique de Badiou – que sur fond d'une existence symboliquement et politiquement constituée. Que les Juifs se soucient de leur survie collective autant que de l'immortalité de leur nom semble cependant une préoccupation bien mesquine aux yeux de notre étrange apôtre.

S'il se souciait un peu moins de morale et un peu plus de politique, Badiou comprendrait peut-être qu'il n'y a pas une seule leçon à tirer de l'extermination des Juifs – tout comme de la permanence de l'antisémitisme politique –, mais au moins deux. La première est une leçon d'humanité – fondamentalement universaliste : celle de l'indispensable résistance à toute idéologie de suprématie nationale, raciale ou religieuse. La seconde est une leçon de prudence – irrémédiablement singulière – qui enseigne que les Juifs ont le devoir de garder la maîtrise de leur propre destin, sans s'en remettre à la seule bienveillance des nations, dont l'histoire passée et présente incite à mesurer les limites. Comment éviter que l'exigence humaniste et démocratique entre en contradiction avec les impératifs de la survie, que le devoir envers l'Autre – le non-juif, le Palestinien – entre en conflit avec le devoir envers soi-même ? Quand il faudrait avoir le courage de reconnaître les inévitables tensions liées à l'existence politique, les extases eschatologiques de Badiou, sous prétexte de sauver le « nom juif », ne sont qu'un prétexte à faire le procès des Juifs réels.

Mais à quoi bon parler politique, puisque la cause est entendue ? Dans la posture prophétique qui est la sienne, il est parfaitement indifférent à Badiou de savoir si l'avenir radieux qu'il promet aux Juifs dans la Palestine de demain entre dans le champ des possibles : il suffit qu'il soit désirable. Badiou, qui se dit ulcéré par le chantage à l'antisémitisme qui s'exercerait sur toute position antisioniste (et pourquoi ne pas le croire ?) (p. 18), ferait bien de s'aviser que sa propre argumentation repose sur un chantage tout aussi déplacé : le chantage à l'universel. Qui pourrait ne pas désirer l'universel ? Qui pourrait refuser la perspective de la réconciliation entre les peuples ? Qui pourrait rester sourd à l'Amour ? Il n'est pas une conscience juive, même la plus endurcie, qui ne vibre à l'espérance prophétique de la fraternisation. On pardonnerait volontiers à Badiou ses contresens, ses omissions et ses erreurs (celles-ci ne sont après tout que la médiocre géopolitique d'un doctrinaire, le fonds commun, pas même documenté, d'une gauche radicale qui a fait preuve en ce domaine d'un

---

<sup>16</sup> Passons pudiquement sur le sens de cette série : lorsque Badiou met sur le même plan un Saint-Paul ou un Spinoza, qui ont rompu avec la Synagogue, et un Marx ou un Trotsky qui, éduqués loin de toute tradition, n'ont jamais rompu qu'avec l'idéologie bourgeoise de leur temps, il valide implicitement l'équation bourgeoisie = judaïsme.

remarquable esprit de suite) si, avec les intonations onctueuses d'un philanthrope, il ne nous sommait de choisir entre deux fidélités : entre notre mère et la justice, entre la survie d'un État juif et le respect des droits palestiniens. Or, à l'encontre de ce qu'inspirent ici ce chantage à l'universel et ailleurs l'incitation au repli nationaliste, s'il y a un sens à être juif aujourd'hui, il tient précisément dans le refus d'avoir à choisir entre Israël et l'humanité.